



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI, Vol 11 No 1 Août 2008

A L'INTERIEUR...



6



La SADC lance la Zone de Libre Échange



8

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
AFRIQUE	6
ÉNERGIE	7-10
CHANGEMENT CLIMATIQUE	11
LES AFFAIRES EN BREF	12
PARITÉ DES SEXES	13
LIVRES	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

LA SADC lance sa zone de libre échange ce mois d'août, marquant ainsi la création de l'une des plus grandes zones de libre échange du continent africain avec environ 250 millions de personnes.

L'inauguration officielle est prévue durant le 28^{ième} Sommet SADC en Afrique du Sud, un événement historique qui introduira une nouvelle ère d'intégration économique et d'industrialisation accélérée de la sous-région grâce à des opportunités commerciales de large envergure.

Reposant sur l'élimination progressive des barrières commerciales, la Zone de Libre Échange (ZLE) est la culmination d'un processus vieux de huit ans qui commença par la signature du Protocole Commercial SADC en 1996, en vigueur depuis l'année 2000.

En plus du Protocole Commercial, les États Membres de la SADC ont adopté le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP), qui brosse les grandes lignes pour une intégration économique plus poussée.

Le RISDP esquisse les grandes lignes des objectifs d'intégration économique qui incluent l'établissement d'une ZLE en 2008, d'une Union des Douanes d'ici

2010, d'un Marché Commun d'ici 2015 et la création d'une Union Monétaire d'ici 2016, tandis qu'une Banque Centrale Régionale est prévue pour 2018.

Ainsi la création d'une ZLE, en ce mois d'août représente l'accomplissement d'un jalon important vers la quête pour une intégration économique approfondie au sein de la SADC.

La ZLE est ancrée dans les principes traditionnels de l'économie d'avantage comparatif. L'argument rudimentaire est que les États Membres produiront pour l'export uniquement les produits pour lesquels ils ont un avantage comparatif tout en important des voisins régionaux les produits qu'ils ne peuvent produire plus efficacement au niveau local.

Les industrialistes jouiront d'un accès renforcé aux marchés et bénéficieront des économies d'échelle alors qu'ils produiront un plus grand marché régional, comparé à un marché national.

D'autre part, les consommateurs auront accès à un éventail de produit plus variés et plus abordables sur les rayons de supermarché puisque désormais les produits passeront les frontières nationales exemptés de taxes douanières.

suite page 2

La SADC lance la Zone de Libre Échange

suite de la page 1

Une ZLE fournit un environnement idéal pour une industrialisation et modernisation accélérées tandis qu'une productivité renforcée s'équilibre afin de maintenir une avance compétitive sur les autres.

Ces suppositions sont bien sûr encombrées de nombreuses complexités dans l'opération quotidienne du commerce international et des réalités au niveau national.

Par exemple, à quelques exceptions près, les exportations des États Membres de la SADC sont non seulement des produits similaires pour la plupart primaires et non-finis tandis que l'importation concerne surtout les produits principaux et intermédiaires.

De plus, la majorité des économies SADC sont moins développées, soutenues par des industries naissantes qui ont encore besoin de protection avant d'être exposées aux vents glaciaux du commerce international.

Les craintes subsistantes que des articles provenant de larges économies telles que l'Afrique du Sud n'envahissent les économies plus faibles et ne causent le déclin de leurs industries ont contribué à ralentir les progrès vers les objectifs fixés.

Dans le but d'aborder ces craintes, la SADC a adopté les principes de géométrie variable, qui permettent une libéralisation commerciale asymétrique basée sur le niveau de développement économique de chaque pays.

Cette approche a permis à l'Afrique du Sud, qui est l'économie la plus développée, avec ses compagnons membres de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) - Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland - de se libéraliser plus vite que le reste.

Depuis 2000, les États Membres ont progressivement éliminé les barrières tarifaires et non-tarifaires pour commercer dans le but

d'atteindre un pallier de 85 pour cent dans le négoce intra-régional à des tarifs nuls d'ici 2008.

Les 15 pour cent restants constituent surtout les produits sensibles tels que les textiles, l'habillement et les véhicules, qui seront libéralisés d'ici 2012. Quelques produits tels que les métaux précieux et stratégiques (or, argent et platine) et les produits d'occasion sont exclus de l'exercice de libéralisation.

Principalement, la ZLE permettra aux produits originaires des États Membres de la SADC d'accéder aux économies des pays voisins exemptés de taxes de douanes. Pour être éligibles, les produits doivent remplir certains critères comme stipulé dans les règles convenues d'origine.

Bien qu'en expansion, le commerce intra-SADC est encore faible, gravitant autour de 25 pour cent. La majorité de ce commerce est concentrée dans la région SACU tandis qu'une grande partie du commerce international est encore régie par des accords bilatéraux parmi les États Membres de la SADC ou avec les anciens pouvoirs coloniaux avec un usage limité du Protocole Commercial.

Le commerce Intra-SADC est également restreint par le manque d'infrastructure. Il n'est donc pas surprenant que les dirigeants de la SADC considèrent le développement de l'infrastructure régionale comme hautement prioritaire.

À la lumière de la ZLE et de l'Union des Douanes, la nécessité accrue de corridors de transports efficaces et efficaces qui connectent mieux la région, est devenue encore plus importante qu'avant.

Les nouveaux corridors sont supposés compléter les artères routières traditionnelles historiquement conçues pour transporter les produits du reste du monde en passant par les ports régionaux. Ceux-ci sont insuffisants pour faciliter la circulation des produits entre les états. □

Produits de base clés pour l'Export/ Import des États Membres de la SADC

États Membres	Exports principaux	Imports principaux
Angola	Pétrole brut, diamants, produits pétroliers raffinés, gaz, café, sisal, poisson et produits dérivés, bois, coton.	Machinerie et équipement électrique, véhicules et pièces détachées; produits pharmaceutiques, produits alimentaires, textiles, articles militaires.
Botswana	Diamants, cuivre, nickel, soude, produits de boucherie.	Produits alimentaires, machinerie, articles électriques, équipement de transport, textiles, carburant et produits pétroliers, bois et produits dérivés (papier), métal et produits dérivés.
RDC	Diamants, cuivre, pétrole brut, café, cobalt.	Produits alimentaires, équipement miniers et autres machineries, équipement de transport, carburants.
Lesotho	75% de produits fabriqués (vêtement, chaussures), laine et mohair, produits alimentaires et bétails	Produits alimentaires; matériaux de construction, véhicules, machinerie, produits pharmaceutiques, produits pétroliers.
Madagascar	Café, vanille, clous de girofle, fruits de mer, sucre, textile coton, chromite, produits pétroliers.	Articles capitaux, pétrole, produits de consommation, produits alimentaires.
Malawi	60% de tabac, thé, sucre, coton, café, arachides, produits dérivés du bois, habillement.	Produits alimentaires, produits pétroliers, produits semi-finis, produits de consommation, équipement de transport.
Île Maurice	Vêtement et textiles, sucre, fleurs coupées, molasse.	Produits manufacturés, équipement capital, produits alimentaires, produits pétroliers, produits chimiques.
Mozambique	Aluminium, crevettes, noix de cajou, coton, sucre, agrumes, bois, électricité en gros.	Machinerie et équipement, véhicules, carburant, produits chimiques, produits dérivés de métal, produits alimentaires, textiles.
Namibie	Diamants, cuivre, or, zinc, plomb, uranium; bétails, poisson traité, peau de karakul.	Produits alimentaires, produits pétroliers et carburant, machinerie et équipement, produits chimiques.
Afrique du Sud	Or, diamants, platine, autres métaux et minéraux, machinerie et équipement.	Machinerie et équipement, produits chimiques, produits pétroliers, instruments scientifiques, produits alimentaires.
Swaziland	Concentrés de limonade, sucre, copeaux de bois, fil de coton, réfrigérateurs, agrumes et fruits en conserve.	Véhicules, machinerie, équipement de transport, produits alimentaires, produits pétroliers, produits chimiques.
Tanzanie	Or, café, noix de cajou, coton manufacturé.	Produits de consommation, machinerie et équipement de transport, matière première industrielle, pétrole brut.
Zambie	64% de cuivre/cobalt, électricité; tabac, fleurs, coton.	Machinerie, équipement de transport, produits pétroliers, électricité, engrais, produits alimentaires, vêtements.
Zimbabwe	Coton, tabac, or, alliage de fer, textiles/vêtements.	Machinerie et équipement de transport, autres produits manufacturés, produits chimiques, carburants.



Mise en Oeuvre du Protocole Commerciale SADC en cours

LA MISE en oeuvre du Protocole Commercial de la SADC a été un processus régional long et ardu qui continuera au-delà du lancement officiel de la Zone de Libre Échange prévu en août.

Depuis 1996, lors de la signature du Protocole Commercial, entré en vigueur en 2000 suite à un processus de ratification, 12 États Membres de la SADC ont signé le protocole et sont désormais membres de la Zone de Libre Échange (ZLE), à l'exception de l'Angola et de la République Démocratique du Congo qui ont demandé un délai avant de rejoindre la ZLE.

L'instrument principal pour la libéralisation commerciale prévue dans le protocole fut l'élimination des barrières douanières tarifaires et non-tarifaires sur le gros du commerce intra-SADC.

Dès que le Protocole Commercial est entré en vigueur en 2000, la première phase importante pour les États Membres fut d'entreprendre des négociations pour le retrait graduel de tarif qui nécessite la suppression progressive de taxes douanières.

Le processus de négociation fut mené à travers "l'approche de l'offre et de la demande" sous les auspices du Forum de Négociation Commerciale, qui s'est régulièrement réuni comme prévu dans le Protocole Commercial.

Crucial au processus de négociation fut le principe de l'assymétrie, qui émergea de la réalisation qu'entre autres problèmes, les États Membres de la SADC étaient à des niveaux variés de développement économique. Pour des objectifs de mise en oeuvre du Protocole Commercial, les États Membres ont été classés dans les catégories suivantes:

- ♦ Pays développés (principalement l'Afrique du Sud mais *de facto*, l'Union des Douanes de l'Afrique Australe – SACU);
- ♦ Pays en voie de développement (Île Maurice et Zimbabwe) et;
- ♦ Pays les moins développés – PMD (étant le reste, c-à-d, Angola,

RDC, Madagascar, Malawi, Mozambique, Tanzanie et Zambie).

Sur la base de ces groupes, la SADC a poursuivi un programme de retrait graduel des tarifs à des vitesses variées dans lequel le groupe de pays développés était supposé supprimer leurs réductions tarifaires pour parvenir à un palier "commercial considérablement général" par une exécution longue de cinq ans, c'est-à-dire d'ici 2005.

Le groupe de pays en voie de développement était supposé réduire leurs tarifs de moitié pour parvenir au même palier en sept ou huit ans approximativement de mise à exécution, c'est-à-dire d'ici 2007-8, tandis que la dernière catégorie, the PMD, était supposée accomplir ses réductions tarifaires au delà du palier de 8 ans sans dépassé les 12 ans.

Cependant, pour la catégorie A et B (*voir encadré*), les tarifs étaient supposés atteindre zéro pour cent d'ici 2008 conformément aux conditions préalables de l'Organisation Mondiale du Commerce qui stipulent que la majorité du commerce général devrait être exempté de taxe dans une ZLE.

Le palier "majoritairement de commerce général" pour la SADC représente 85 pour cent de tous les produits, constitue la catégorie de produits A et B mais en excluant les produits de catégorie C.

Une Révision de Millieu de

Trimestre commandée par la SADC en 2004 a révélé que les États Membres oeuvraient à l'exécution du Protocole Commercial mais que les progrès étaient plutôt lents en général. Une des recommandations clés pour garantir la conformité était que les États Membres devaient appliquer les réductions tarifaires le 1er Janvier de chaque année.

Un audit exécuté par le Southern African Trade Hub pour le Secrétariat de la SADC indiqua que dès février 2008, l'Île Maurice, le Mozambique, les pays de la SACU, la République Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe avaient publié leurs offres tarifaires ou émis des avis mettant en vigueur la régression tarifaire de 2008. Le Malawi était supposé le faire avant le lancement en août 2008 tandis que Madagascar, qui n'a adhéré au Protocole qu'en 2006, bénéficie de plus de temps pour se mettre à jour.

En plus de l'élimination des tarifs, les États Membres se sont mis également d'accord sur plusieurs autres mesures de facilité commerciale telles que l'élimination de barrières non-tarifaires. L'élimination des barrières non-tarifaires impliquent l'harmonisation des règles et procédures douanières, l'harmonisation de mesures sanitaires et phyto-sanitaires ainsi que l'adoption et la mise en oeuvre des règles communes d'origine.

Un modèle de Loi de Douane est

en cours de développement par les États Membres qui devraient faciliter l'harmonisation des réglementations et procédures douanières. Les travaux sur le Plan de Garantie de Contrat des Douanes de la SADC furent achevés alors qu'une décision est imminente sur le Document Douanier Unique et le Système Régional de Transit de Produits, tous deux ayant déjà passés la phase pilote.

Étant donné que tous les produits ne sont pas exemptés de taxe dans la structure d'une ZLE, beaucoup de temps a été consacré sur la négociation des règles d'origine, sur lesquelles il a été convenu qu'elles soient spécifiques aux produits. Un Certificat SADC d'Origine, qui légalise les produits qui proviennent de la région, est déjà en usage dans les États Membres.

Les règles d'origine ont pour but de garantir que les produits qui ne viennent pas de la région ne peuvent bénéficier de tarif préférentiel. Elles doivent également garantir que la région ne soit pas envahie par les importations de pays tierces.

Bien qu'un travail considérable ait été investi pour négocier et convenir des instruments régionaux de la ZLE, le focus sera désormais transféré au niveau national où la conformité est ce qui compte le plus. □

Catégorisation de produit pour la réduction de tarif pour la SADC

Catégorie de Produit	Description
A	Produits dont les tarifs devraient passer à 0% (où figurant déjà à 0%) au début du processus de suppression, c-à-d en 2000
B	Produits subissant la suppression de tarif à 0% sur une période de huit ans à 2008
C	Produits sensibles, suppression sur une période de 12 ans à 2012
E	Exclus du commerce préférentiel

Les Gouvernements doivent prendre une décision sur les adhésions multiples

par Richard Nyamanhindi

ALORS QUE la région SADC approche de la réalité d'une Union des Douanes, le problème d'adhésion multiple devient plus pertinent.

Un Groupe de Travail Tripartite impliquant la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Centrale (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) fut établi afin de trouver des moyens pour harmoniser les régimes de commerce des trois blocs commerciaux.

La tâche du groupe de travail alimentera le Sommet Tripartite prévu en octobre 2008.

Les cumuls d'adhésion existent dans la SADC, le Comesa et l'EAC, et des obstacles et difficultés ont émergé du fait que tous les trois prévoient la création d'unions de douanes, une situation qui présente des difficultés techniques puisqu'un pays ne peut appartenir à plus d'une union de douanes.

Avec la Zone SADC de Libre Échange (ZLE) en vigueur cette année, le dynamisme est concentré sur la finalisation d'une Union des Douanes en 2010. La Comesa, qui créa sa propre ZLE en 2004 prévoit de lancer son Union des Douanes d'ici décembre 2008, tandis que des projets pour une Union des Douanes de l'EAC sont également en cours.

Tous les membres de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) appartiennent à la SADC, ce qui signifie qu'avec la création d'une Union SADC des Douanes, les accords de la SACU sont automatiquement annulés.

Sept pays de la SADC – Angola, RDC, Malawi, Île Maurice, Swaziland, Zambie et Zimbabwe – sont en même temps membres de la SADC et Comesa. La République Unie de Tanzanie est membre de la CAE.

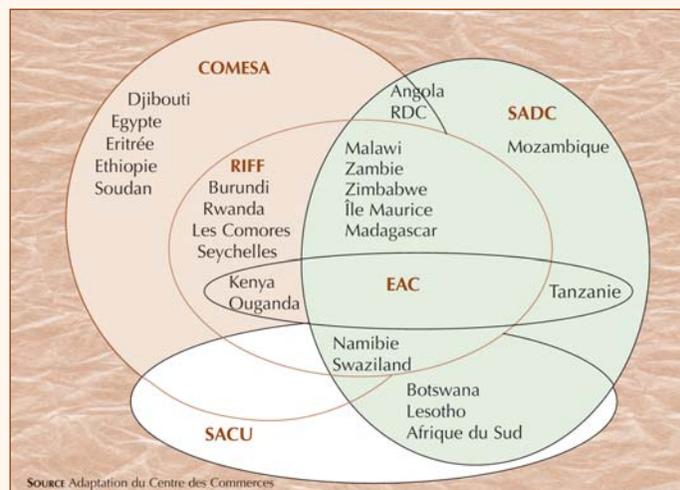
L'adhésion cumulée présente des problèmes, en particulier lorsque les blocs commerciaux progressent plus profondément vers l'intégration économique.

Par exemple, la Zambie appartient à la SADC et la

Comesa. Sous l'égide du Protocole Commercial SADC, la Zambie doit étendre son traitement d'exemption de taxe aux produits sud africains. Cependant, en raison de son adhésion à la Comesa, la Zambie devra mettre en place un tarif externe commun

conformément à l'Union Comesa des Douanes, qui exclue l'Afrique du Sud. En essence, la Zambie a convenu de promouvoir simultanément le négoce libéralisé avec l'Afrique du Sud et de maintenir les tarifs Comesa contre ce même pays.

Blocs Commerciaux Regionaux en Afrique de l'Est et Australe



Zimbabwe, Zambie signent un accord relative au poste frontière

LA ZAMBIE et le Zimbabwe ont signé un accord bilatéral, qui aura pour résultat la transformation de Chirundu en un poste frontière unique.

Le projet est conforme aux plans pour l'intégration économique régionale sous l'égide de la SADC et Comesa.

Prenant la parole lors de la cérémonie de signature de l'accord à Harare, le Ministre du Commerce International et de l'industrie du Zimbabwe, Obert Mpfu, déclare, "La réalisation du concept de frontière unique est un jalon important vers l'intensification de l'intégration économique."

L'accord contribuera à accroître de 20 pour cent le négoce entre les deux pays tout en épargnant plus de US\$450 million grâce à la réduction des périodes de transit.

Prenant la parole durant le même évènement, le Ministre Zambien pour l'Économie, le Commerce et l'Industrie, Félix Mutati, déclara, "Bien que la signature de l'accord assurera la consolidation et l'intensification de l'intégration économique dans le domaine de la Comesa/SADC 2008 et les objectifs 2010, il est crucial que les problèmes sous-jacents d'agences multiples et les procédures de compensation soient abordés."

Certains des bénéfices envisagés devraient être la réduction du temps passé aux postes frontières, la baisse des coûts de transaction tout en abordant les questions socio-économiques émergentes en raison des délais au poste frontière. □

L'énigme d'adhésion multiple a également fragmenté les pays de la SADC durant les négociations pour les Accords de Partenariat Économique (APEs) avec l'Union Européenne puisque certains États Membres négociaient en dehors de la structure SADC. □

Le pacte commercial renforce les liens de la SACU avec l'Amérique du Sud

L'UNION des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) a finalement conclu un pacte commercial préférentiel avec le bloc commercial sud américain, Mercosur, après près de trois ans de négociations. L'affaire est une extension de l'accord commercial original entre SACU et Mercosur – qui comprend l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay – conclu en 2004 mais jugé inadéquat dans nombres de domaines.

Le négociateur en chef de la SACU, Xavier Carim, a récemment déclaré que toutes les négociations techniques ont été conclues sur le marché, qui comprend 2000 lignes de produit.

L'accord devrait désormais être soumis aux autorités nationales pour garantir la conformité aux lois nationales, après quoi, une date devrait être fixée pour la signature et ratification ministérielles.

Mais une large portion des articles manufacturés dans les deux régions commerciales seront encore sujets à des barrières tarifaires à la douane, notamment les produits automobiles, qui demeurent très protégés dans certains pays de la région comme l'Afrique du Sud et la Namibie.

De nouveaux problèmes telles que la prestation de services et l'investissement n'étaient pas encore inclus.

Carim expliqua, cependant, que l'accord comprend une clause pour l'expansion future du marché, si les parties le souhaitent.

Le marché est supposé entrer en force avant la fin de l'année. □

Vers une infrastructure efficace des corridors

par Tigere Chagutah

ALORS QUE l'Afrique Australe mène l'intégration régionale à des niveaux sans précédent avec l'inauguration de la Zone de la Libre Échange (ZLE) en août 2008, le besoin d'infrastructure efficace, parfaite et rentable des corridors est devenu beaucoup plus urgent qu'auparavant.

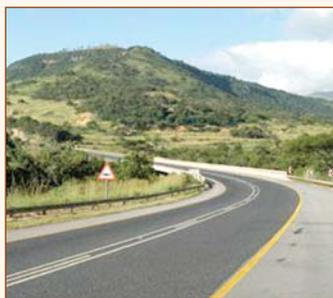
Le Commerce au sein de la SADC est obstrué par une multitude de frontières et de retards à de nombreux postes frontières tandis que les documents et cargos sont inspectés.

Comme noté par le Directeur du Conseil d'Administration pour l'Infrastructure et Prestation de Services au Secrétariat SADC, Remmy Makumbe, le succès de la zone de libre échange dépend d'un plan efficace pour mettre en oeuvre l'infrastructure de développement des corridors aux niveaux national et régional.

De plus, Makumbe a souligné le besoin de mobiliser des ressources afin d'aborder la question de l'infrastructure de transport, surtout les routes, chemin de fer et les ports. Ceci dit-il nécessite un financement de US\$20 milliard supposé provenir des États Membres et partenaires co-opérants.

L'augmentation du commerce intra-SADC exige une infrastructure de transport active tandis que des réseaux performants sont nécessaires pour interconnecter les pays enclavés ainsi que de les lier aux ports principaux.

Historiquement, la région SADC a eu plusieurs corridors de transport traditionnel de surface opérant comme routes naturelles vers l'océan. Celles-ci ont tout d'abord été utilisées pour l'exportation de matériaux bruts de la région au reste du monde ainsi que pour l'importation de produits finis du reste du monde dans la région.



L'expansion du commerce intra-SADC nécessite une infrastructure de transport vibrante

Cependant, les opérations de certains de ces corridors, poursuit Makumbe, ont été entravées à divers degrés par les congestions d'infrastructure tels que "réseaux routiers, ponts, virages, concept et logistiques d'infrastructure de frontière médiocres, ainsi que des procédures et documents de douanes de frontière longs et compliqués et non-harmonisés".

"La performance de ces corridors, lorsque comparée aux corridors de transport de par le monde, a révélé des niveaux médiocres d'efficacité, un faible rendement d'où le coût considérable du transport avec pour conséquence une compétitivité insignifiante des exportations de la région dans les marchés globaux ainsi que le coût élevé de produits importés dans la région," explique Makumbe, qui est également le Directeur en Chef de la SADC.

Inévitablement, ces coûts élevés sont subis par le consommateur final par le biais des divers prestataires de service. Cette situation a contribué à une qualité de vie relativement faible pour la majorité des citoyens SADC.

En réponse aux directives du Sommet SADC 2007, le Secrétariat est en train de développer une stratégie du Corridor SADC en consultation avec les États Membres. Makumbe informe que la SADC a lancé une étude afin de compiler les meilleures pratiques de corridor de la région ainsi que celles d'ailleurs dans le monde

comme partie intégrale de stratégies de corridor plus étendues pour développer et moderniser tous les Corridors de la SADC.

Les Corridors de la SADC qui sont développés en conjonction avec les États Membres incluent: le Corridor de Dar es Salaam, le Corridor de Développement de Mtwara, le Corridor de Développement de Nacala, la Voie Fluviale Shire-Zambezi, le Corridor de Beira, le Corridor du Limpopo, le Corridor de Maputo, le Corridor de Développement de Libombo, le Chemin de Fer du Lesotho, le Corridor Trans-Kalahari, le Corridor de Walvis Bay, le Corridor Trans-Caprivi, le Corridor Nord-Sud, le Corridor Trans-Kunene, le Corridor de Lobito et le Corridor Malanje.

La proposition du Pont de Kazungula, supposé relier le

Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, est un projet pivot pour stimuler le commerce dans le contexte de la Zone de Libre Échange SADC et de l'Union des Douanes en 2010.

"Je suis convaincu que bien que les trois pays travaillent à l'exécution de ce projet, son impact sera ressenti dans l'ensemble de la région [SADC]," affirma Makumbe.

Des consultations sont en cours sur la mise en oeuvre du Projet du Pont de Kazungula et la signature d'un contrat est prévue dès que toutes les questions en attente seront réglées par les parties prenantes.

La construction du Pont de Kazungula est supposée remplacer le ferry existant, qui constitue un obstacle au libre mouvement de personnes et marchandise entre les trois pays. □

Un réseau routier médiocre ralentit la circulation des marchandises

LES MINISTRES SADC des transports ont exprimé leur inquiétude quant à l'état lamentable des routes dans la région qui restreint le flot du transport.

Lors d'une récente réunion en Namibie convenue afin de réviser les progrès sur le corridor de développement, les ministres ont décrété que l'infrastructure inadéquate de la région est responsable du coût élevé des produits, en particulier dans les pays enclavés de la région.

"Les artères routières des corridors du nord et du centre ont

besoin de réparation puisqu'elles rendent impossible la fluidité du transport et la circulation des produits et services," convinrent les ministres.

Les ministres ont également noté l'importance d'un plan directeur pour la modernisation des réseaux ferroviaires de la région, ajoutant qu'une voie de chemin de fer moderne et rapide pour la région allègera le trafic sur les routes et augmentera la vitesse du mouvement du gros du cargo au sein et en dehors de la région. □

AFRIQUE L'UA reporte la formation du gouvernement continental à l'année prochaine

LES DIRIGEANTS Africains ont reporté à janvier prochain leur discussion relative à l'union d'un gouvernement après des efforts infructueux pour parvenir à un consensus lors de leur Sommet de juillet en Égypte.

En début d'année, un groupe d'experts de haut calibre composé de 12 chefs d'état fut établi lors du 10^{ème} Sommet de l'Union Africaine (UA) au Ghana, en particulier pour accélérer le processus d'établissement d'une union de gouvernement mais le consensus demeure vague.

Les Chefs d'États et de Gouvernement présents durant la 11^{ème} Session du Sommet de l'UA du 30 juin au 1er juillet en Égypte, ont décidé de reporter la discussion pour leur prochain sommet en janvier 2009, prévu à Addis Ababa, Éthiopie.

Les CERs sont exhortées à promouvoir l'intégration africaine

LE SOMMET de l'Union Africaine tenu en Égypte a exhorté les Communautés Économiques Régionales (CERs) à accorder priorité au programme d'intégration pour tenter d'atteindre les objectifs généraux du continent.

Le programme d'intégration inclut la libre circulation des populations et marchandises à travers le continent, qui compte approximativement 900 million de personnes.

À part cette initiative d'intégration, une réunion du Comité de Coordination de l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement (BAD) et les CERs eut lieu en marge de la 11^{ème} Session du Sommet de l'Union Africaine.

Le Président de la Commission de l'Union Africaine, Jean Ping, a réaffirmé l'engagement vers une coopération UA/CERs plus ferme.

"Nous ne pouvons nous permettre d'échouer car cela signifierait décevoir nos populations et les entraînerait encore plus dans l'indigence," prévient Ping. □

Dans les discussions à ce jour, les dirigeants africains ont retenu diverses perspectives sur la durée de la mise en oeuvre, avec la Libye et certains états ouest-africains y compris le Sénégal faisant pression pour l'établissement immédiate d'une union de gouvernement et la nomination de ministres.

D'autres pays, comprenant l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et une grande partie de l'Afrique de Est et Australe ont adopté une approche plus prudente à son exécution, exigeant plus de consensus et de précision sur les opérations et le mandat d'un tel gouvernement.

Bien que l'UA ait approuvé la progression vers une union de gouvernement, les opinions diffèrent quant à la période et au modèle de gouvernance.

L'Afrique de l'Est et Australe plaide pour le renforcement des Communautés Économiques Régionales (CERs) en tant que composantes, suivant son rythme pour construire des économies régionales.

La Libye et le Sénégal insistent sur la transformation immédiate en États Unis d'Afrique plaidoyant pour une approche pyramidale commençant par la formation urgente d'un gouvernement d'union et l'élection de

La BAD prévoit de dépenser \$1, 2 milliard au profit de l'infrastructure hydraulique en Afrique

LA BANQUE Africaine de Développement (BAD) investira \$1,2 milliard dans le développement de l'infrastructure hydraulique en Afrique sur un délai de trois ans.

Ceci fut confirmé par le président de la banque, Donald Kaberuka, lors de la 11^{ème} Session du Sommet de l'Union Africaine en Égypte tenu sous le thème, "réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) sur l'Eau et la Sanitation."

"L'exécution ce [programme de] développement hydraulique sera menée dans les zones urbaines et rurales des nations africaines ayant de médiocres installations d'accès à l'eau et sanitation," explique Kaberuka. □

son leader, afin de remplacer l'actuelle Commission de l'UA.

"Nous allons annoncer la formation du gouvernement d'union en janvier prochain," déclara le président sénégalais - Abdoulaye Wade après le Sommet.

Les zones de divergence ne sont pas sans rappeler les débats originaux pour la fondation du Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OAU) en mai 1963 lorsque Président Kwame Nkrumah du Ghana demandait l'unification immédiate des quelques pays indépendants à l'époque en un gouvernement pan-Africain.

Président Julius Nyerere de la République Unie de Tanzanie était tout aussi éloquent dans son plaidoyer pour une approche "brique par brique", commençant par la poursuite de l'indépendance politique pour les pays encore sous domination coloniale ou apartheid, c'est-à-dire à l'époque une grande partie de l'Afrique Australe .



Président Jakaya Kikwete
président de l'Union Africaine

Le débat actuel fut ravivé après l'accession à l'indépendance politique marquée par la fin du régime apartheid en Afrique du Sud en 1994, signalant l'accomplissement de l'indépendance politique et la transformation de l'OAU en UA.

À la conclusion du Sommet, les dirigeants africains ont exprimé leur engagement aux stratégies nationales et aux plans d'action pour atteindre le but des Objectifs de Développement du Millénaire (MDGs) en ce qui concerne l'accès à l'eau et sanitation sur les sept prochaines années. □

Résolution du Sommet de l'UA sur le Zimbabwe

La Conférence de l'Union Africaine, réunie en sa 11^{ème} Session Ordinaire tenue du 30 juin au 1er juillet, 2008 à Sharm El Sheikh, Égypte,

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉE par la situation actuelle du Zimbabwe;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉE par les rapports négatifs des missions d'observation de la SADC, de l'Union Africaine et du Parlement Pan-Africain sur le deuxième tour des élections présidentielles zimbabwéennes, tenu le 27 juin, 2008;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉE par la violence et les pertes de vie humaines survenues au Zimbabwe.

CONSIDÉRANT l'urgence nécessaire d'éviter une aggravation de la situation en vue d'éviter la propagation de conflit et donc l'impact consécutif négatif sur le pays et la sous-région;

CONSIDÉRANT EN OUTRE la nécessité de créer un environnement propice à la démocratie, ainsi qu'au développement du peuple du Zimbabwe;

EXPRIMANT sa gratitude à la SADC, et son Organe sur la Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité, ainsi qu'au Facilitateur du dialogue intra-Zimbabwe, Son Excellence Thabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud, et son Excellence Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine pour les travaux en cours visant à réconcilier les partis politiques;

RECONNAISSANT la complexité de la situation au Zimbabwe;

PRENANT NOTE de la volonté des dirigeants politique du Zimbabwe d'amorcer des négociations en vue d'instituer un Gouvernement d'Unité Nationale;

PRENANT EN OUTRE NOTE du fait que les discussions préparatoires sur la question avaient déjà commencé, facilitées par la SADC ;

Décide par le présent document:

1. D'ENCOURAGER Président Robert Mugabe et le Chef du Parti MDC Mr Morgan Tsvangirai à honorer leur engagement d'initier un dialogue en vue de promouvoir la paix, la stabilité, la démocratie et la réconciliation du peuple Zimbabwéen;
2. DE SOUTENIR l'appel, pour la création d'un Gouvernement d'Unité Nationale;
3. DE SOUTENIR le rôle de facilitateur de la SADC, et DE RECOMMANDER que les efforts de médiation de la SADC soient poursuivis de manière à résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. À cet égard la SADC devrait instaurer un mécanisme sur le terrain de manière à saisir l'opportunité pour une solution négociée;
4. D'EXHORTER les états et toutes les parties concernées de freiner toute action pouvant avoir un impact négatif sur le climat du dialogue;
5. Dans l'esprit de toutes les initiatives de la SADC, l'UA demeure convaincue que le peuple du Zimbabwe sera capable de résoudre ses différences et de travailler ensemble encore une fois, en tant que Nation, à condition de bénéficier du soutien unconditionnel de la SADC, de l'UA et du monde.



ENERGIE

EN AFRIQUE AUSTRALE



La hausse du prix du pétrole restreint les économies régionales

par Richard Nyamanhindi

L'AFRIQUE AUSTRALE est aux prises avec le problème de hausse globale des tarifs du pétrole causée par un nombre de facteurs qui ont poussé le prix du baril de pétrole brut vers le seuil jamais atteint de US\$150.

Les tarifs globaux du pétrole brut ont augmenté de moins de US\$100 le baril (bbl) en début 2008 à un plafond record de US\$146 en début juillet, avec un avertissement des économistes que les tarifs pourraient atteindre les US\$200 bbl avant la fin de l'année.

La hausse actuelle des prix du pétrole représente 25 pour cent de hausse sur les quatre derniers mois et 400 pour cent depuis 2001.

En termes réel, excepté pour le choc pétrolier de 1979, c'est une hausse du prix du pétrole sans précédent.

Tandis que certains analystes blâment cette hausse sur l'augmentation de la demande de l'Asie orientale, en particulier la Chine, les autres ont attribué la faute à la forte demande des pays développés, et les disruptions politiques dans les pays producteurs de pétrole tels que l'Iraq, l'Iran et le Nigéria.

Les consommateurs de la SADC ressentent les effets de la hausse des prix du pétrole sous formes d'augmentation des coûts alimentaires et de transport, des taux d'intérêts accrus, et d'un environnement économique inflationnaire généralement élevé.

Au mois de Juin, les taux d'intérêt ont augmenté de plus de cinq pour cent au Botswana, Namibie et Afrique du Sud.

Les combustibles fossiles comptent pour 95 pour cent de l'énergie utilisée dans les transports, rendant ce secteur extrêmement sensible aux montées en flèche des prix du pétrole. Bien que la population continuera à vaquer aux affaires quotidiennes, elle sera inévitablement forcée de réduire ses autres besoins fondamentaux.

Rien qu'au cours de ces deux derniers mois, le prix du transport public a augmenté de plus de 60 pour cent dans certains pays de la SADC.

Par exemple en Namibie cette année, le prix de l'essence a augmenté six fois en juillet, une situation qui a été résumée par le Ministre des Mines et de l'Énergie,

Erkki Nghimtina, comme "nuisible au public voyageur".

Le coût des produits pétroliers affectent toute activité économique, directement ou indirectement.

Puisque le pétrole mène l'agriculture, son coût en hausse provoquera la montée des prix alimentaires, rendant les populations, surtout celles des zones rurales, de plus en plus vulnérables à la pauvreté.

Pour les pays importateurs de pétrole raffiné, qui constituent la majorité de la région, la hausse des prix du pétrole tend à ralentir les progrès économiques.

Par exemple, des pays tels que l'Afrique du Sud et la Zambie, qui ont joui d'un taux d'expansion robuste de 3 à 5 pour cent par an, ont été forcés de réviser leurs perspectives d'expansion en raison de tarif élevé de carburant.

La Banque Africaine de Développement estime que la hausse actuelle des prix du pétrole se traduira - tout comme l'effet d'un premier tour -- en une moyenne d'inflation élevée de 1 à 3 points de pourcentage pour la plupart des pays de la SADC pour 2008 et 2009 respectivement.

Deuxièmement, comme la demande à court-terme pour le pétrole est immuable, les consommateurs se voient forcés de réduire leur consommation d'autres produits et services pour honorer des factures d'énergie plus onéreuses.

Troisièmement, les pays importateurs de pétrole net sont confrontés à des contraintes de balance de paiement, alors qu'ils doivent sauvegarder des ressources supplémentaires pour régler la facture d'importation de pétrole toujours plus élevée.

En concomitance, les gouvernements font face des contraintes budgétaires plus sévères, pouvant affecter leur capacité à financer des programmes sociaux alors que d'autres pourraient être obligés d'emprunter plus de sources externes, d'où la menace d'un autre piège à dette.

Les prix élevés du carburant ont contraint les pays à reconsidérer leur dépendance prononcée sur les combustibles fossiles et encourager le besoin de faire meilleure usage des ressources d'énergie alternative pure telles que les biocarburants et l'énergie géothermale. □



L'offre et la demande en énergie de la

par Richard Nyamanhindi

SELON UN rapport de statut semestriel du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), la situation d'offre et demande en électricité dans la région continue à être instable comme le démontre la répétition de coupures et délestages de courant dans pratiquement tous les pays de la SADC à l'exception de l'Île Maurice.

"Cette situation est indésirable et a, si elle n'est pas renversée, des conséquences négatives sur le commerce, l'industrie, les services sociaux et le développement économique général dans les pays affectés," stipule le rapport.

Le rapport prévient que cette situation affectera probablement le programme SADC d'intégration régionale, qui dépend de la disponibilité de l'énergie et des services d'infrastructure.

En vue de cela, le Secrétariat de la SADC en conjonction avec le Centre de Coordination SAPP a

étroitement supervisé la situation pour garantir que les projets à court-terme de réhabilitation et génération soient en cours afin de compléter l'approvisionnement en énergie dans la région.

Le rapport observe que la capacité installée de la région de 55,000MW n'est pas suffisante pour anticiper la pénurie inévitable d'énergie à laquelle la région est sujette.

"En effet, si l'investissement dans le secteur de l'énergie avait été substantiel, la République Démocratique du Congo (RDC) aurait atteint une capacité de production de plus de 44,000MW à partir de son barrage d'Inga sur le fleuve Congo," note le rapport.

À ce jour, cette installation produit moins de 3 000MW.

La situation est la même dans les centrales de production hydro-électrique en Angola, Mozambique, Tanzanie, Zambie



Les projets d'interconnecteur sont cruciaux pour les besoins d'offre et demande en électricité de la SADC

et Zimbabwe où le manque d'investissement a restreint la capacité de génération et de transmission d'électricité.

Le déficit est supposé être réduit à zéro par l'exécution de projet à court terme de génération et réhabilitation dans lesquels les États Membres sont impliqués.

La difficulté actuelle pour la région est d'être capable de satisfaire à la demande continuellement en hausse, en prenant en compte que la capacité installée et la capacité disponible n'augmentent pas au même taux.

La capacité installée du SAPP en avril 2008 était de 55 032MW tandis

Capacité Installée par opposition à Disponible

No.	Pays	Service Publique	Capacité Installée [MW] Avril-08	Capacité Disponible [MW] Déc-06	Capacité Disponible [MW] Apr-08	% Variations
1	Angola	ENE	1 128	590	943	60
2	Botswana	BPC	132	120	90	-25
3	RDC	SNEL	2 442	1 170	1 170	0
4	Lesotho	LEC	72	70	70	0
5	Malawi	ESCOM	302	241	246	2
6	Mozambique	EDM	233	174	173.8	0
		HCB	2 250	1 675	2 075	24
7	Namibie	NamPower	393	360	360	0
8	Afrique du Sud	Eskom	43 061	36 208	38 764	7
9	Swaziland	SEB	51	50	70	40
10	Tanzanie	TANESCO	1 186	680	780	15
11	Zambie	ZESCO	1 737	1 095	1 200	10
12	Zimbabwe	ZESA	2 045	1 085	1 125	4
TOTAL SAPP			55 032	43 518	47 067	8
Total SAPP Interconnecté			52 416	42 007	45 098	7

La SADC demeure instable, SAPP

que la capacité acquise était d'environ 47 067MW indiquant un déficit d'environ 8 000MW sans reconnaître la marge de 10 pour cent de réserve préalablement requise.

Une nouvelle centrale de production a été commandé par l'Afrique du Sud (1 050MW) et une autre centrale (2 x 190MW) temporairement fermée a été remise en service à Camden.

Au Swaziland, 20MW de nouvelle centrale a été commandé en décembre 2007. En Angola, des unités de 2x130MW ont été

Rétablissement du réseau SAPP

LE RÉSEAU du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) est désormais complètement opérationnel après avoir fonctionné en trois "îlots" séparés durant ces cinq derniers mois en raison de fautes techniques sur les interconnecteurs principaux.

Selon le Directeur du Centre de Coordination SAPP, Lawrence Musaba, le dernier interconnecteur à inclure sur le réseau était le Zambie-Zimbabwe connecté le 1er juillet.

L'interconnecteur Zambie-Zimbabwe est tombé en panne en janvier et depuis lors la Zambie était isolée, incapable de commercer avec les autres membres sur le réseau SAPP.

La disconnection signifie également que la Zambie et la République Démocratique du Congo (RDC) étaient incapables d'importer ou exporter de l'électricité dans la région australe.

Les autres interconnecteurs qui étaient affectés en février sont le Zimbabwe-Mozambique (ZESA et EDM/HCB) et l'Afrique du Sud, Botswana, Mozambique, Lesotho et Namibie (Eskom, EDM, LEC et Nam-Power).

Musaba confirma que le SAPP est en train de s'assurer que les autres membres de la SADC qui ne sont pas encore connectés au réseau SAPP, le deviennent dans un avenir immédiat. □

commandées à Capanda en mars et juillet 2007, respectivement.

L'Angola, la Tanzanie et le Malawi ne sont pas encore des membres opérationnels du SAPP, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas encore connectés au réseau SAPP et ne jouissent donc pas des avantages de commerce en énergie dans la région.

Les membres opérationnels sont le Botswana, la RDC, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

La situation est supposée être renversée d'ici 2011 dans la majorité des pays de la SADC lorsque la réhabilitation des centrales de production sera terminée et que les nouvelles stations hydroélectriques seront mises en service.

Dès que la SADC recouvrera son auto-suffisance en électricité, la construction prévue d'interconnecteur sera alors amorcée.

Ceux-ci incluent l'interconnecteur Mozambique-Malawi 220-kv, l'interconnecteur Zambie-Tanzanie-Kenya 330-kv, la modernisation du DRC-Zambie 220-kv, le second interconnecteur RDC-Zambie 330-kv, l'interconnecteur Zambie-Namibie 220-kv, l'interconnecteur Hwange-Livingstone 330-kv et la troisième ligne de 220-kv Cambambe-Luanda en Angola.

Standardisation des réseaux d'électricité par les fournisseurs d'énergie en Afrique

LES FOURNISSEURS d'Électricité en Afrique, récemment réunis au Kenya, ont convenu d'amorcer un processus qui culminerait vers les standards communs d'électricité à travers le continent.

L'initiative vise à accélérer la vitesse d'interconnection à travers les frontières nationales, qui a été bloquée par divers standards dans différents pays.

Les systèmes d'électricité dans la plupart des pays africains fonctionnant sur différentes fréquences et voltage d'opération, ont diverses méthodes d'approvisionnement et d'équipement standards.

La différence entre la capacité installée et disponible est due surtout aux réparations d'entretien, aux centrales électriques auxiliaires, aux contraintes en carburants et l'infrastructure vieillissante.

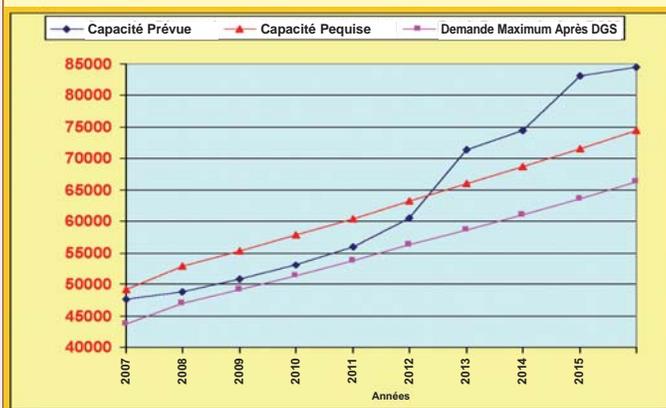
Le SAPP a fait valoir à ses membres que les services nationaux devraient s'efforcer de commissioner les projets de génération comme prévus. Tous retards mèneraient à une déficience accrue de la capacité.

Les États Membres devraient également mettre en place des mesures de Demande de Gestion Secondaire (DGS) qui ont fait leurs preuves pour ce qui est de réduire la pression sur le système électrique en Afrique du Sud de manière à influencer la période, le schéma et la quantité de la demande en électricité comme mesure alternative à court terme pour l'expansion du système. □

Prévision: Offre et Demande 2007-2015

Le tableau suivant montre la situation de l'offre et de la demande à moyen terme. Une capacité adéquate de génération

devrait être atteinte d'ici l'an 2013. La situation pourrait s'améliorer plus tôt si des mesures de gestion du délestage sont mises en place.



Source: SAPP

La production d'électricité et les standards de distribution sont également différents. Ceci malgré le fait que presque tous les blocs commerciaux régionaux du continent ont établi des structures pour le partage d'électricité par le biais de pools d'énergie et à long-terme aspirent à établir un pool continental.

Un pool pour l'Afrique est considéré comme étant la meilleure solution pour garantir un approvisionnement adéquat et régulier en électricité, en particulier pour les pays sujets aux pénuries.

Le pool est supposé faciliter le développement d'un potentiel

intact de génération d'électricité dans des pays tels que la République Démocratique du Congo.

Les données provenant du Pool d'énergie de l'Afrique Australe (SAPP) indiquent que la RDC possède un potentiel de ressource hydraulique de 44 000MW sur le fleuve Congo à exploiter. Il existe des projets pour exploiter ce potentiel et l'exporter vers les autres pays de la région.

Les experts en énergie affirment que l'interconnection régionale est importante parce qu'elles protègent les pays contre les urgences dans la demande en électricité. □

Énergie Solaire: Source d'énergie abordable pour la région

par Richard Nyamanhindi

EN RAISON des déficits dans la production d'électricité et des tarifs élevés du pétrole sur le marché global, les pays de l'Afrique Australe sont à la recherche d'alternatives pour accorder aux familles rurales asse de moyens pour cuire les repas et éclairer leurs foyers.

Les sources isolées d'énergie, telles que solaire et éolienne, peuvent aider à combler ce manque.

Sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), il a été convenu que pour accomplir la prospérité sociale et économique envisagée, les pays doivent raviver l'accès pour une énergie abordable et fiable, puisque seuls 20 pour cent de la population de la région a accès à l'électricité, surtout dans les zones urbaines.

Ce chiffre chute à une moyenne de deux pour cent dans les zones rurales où la majorité de la population utilise - bien moins du niveau des 35 pour cent de consommation que les dirigeants africains se sont engagés à atteindre lors de la 8th Session du Sommet de l'Union Africaine en 2007.

Afin de réaliser la vision du NEPAD, des sources d'énergie peu chères doivent être trouvées tout en minimisant les dégâts environnementaux et garantir la durabilité. A cet égard, l'énergie solaire, qui est pure et renouvelable convient parfaitement.

La majorité de la population en Afrique Australe compte encore sur les sources traditionnelles d'énergie. Le bois et autre biomasse comme les déchets de culture, sont le combustible principal pour cuisiner. Cela n'est pas sans dégât

pour l'environnement puisque les familles continuent d'abattre les arbres pour le précieux combustible.

Il semble que le projet le plus ambitieux pour l'exploitation de l'énergie solaire était un projet du Zimbabwe soutenu par le PNUD par le biais de la Facilité pour l'Environnement Global (GEF).

Sous cette initiative, quelques 9 000 systèmes d'énergie solaire

furent installés à travers le pays dans le but d'améliorer les standards de vie, mais aussi pour stopper la dégradation des terres et la pollution.

Malgré tous leurs avantages, l'installation des systèmes solaires est onéreuse; un système pour un habitat typique dans la région coûte entre US\$500 et US\$1000, selon la Banque Africaine de Développement.

L'usage de plans de financement innovateur, tels que les accords de paiement-pour-service, est une méthode pour contrer ces coûts d'investissement. Installer des panneaux solaires pour électrifier plusieurs habitations en une fois peut également réduire les coûts.

La coopération régionale pour faciliter le commerce en énergie est un autre objectif important. Un rapport PNUD-GEF sur le financement solaire et la livraison des modèles note qu'à l'origine, les ventes privées menées par les négociants dominaient le marché en Afrique du Sud, mais que le gouvernement a plus tard initié un effort massif hors-réseau qui est désormais complètement opérationnel.

Le Botswana, la Namibie, le Swaziland et la Zambie ont développé des marchés solaires, dans nombre de cas avec des fonds spéciaux pour absorber le crédit du consommateur.

À part l'usage domestique, les populations exploitent l'énergie solaire pour opérer de petites entreprises.

Aucune commercialisation majeure est nécessaire pour convaincre les citoyens régionaux de se tourner vers l'énergie solaire. La demande est forte, ce qui manque c'est la rentabilité à l'achat et la disponibilité des unités solaires dans les zones rurales où le besoin est plus crucial. □



Les sources d'énergie moins toxiques et plus abordables sont idéales pour la région

L'appétit pour les sources d'énergie alternative s'accroît

LES GOUVERNEMENTS de l'Afrique Australe ont intensifié les efforts pour l'exploitation d'énergie renouvelable en raison des craintes d'une hausse continue du prix globale du pétrole et des pénuries d'électricité dans la région.

Le gouvernemnt sud africain a annoncé qu'il mettait de côté une somme d'environ US\$300 million sur trois ans pour l'énergie alternative.

En début 2008, le gouvernement namibien a émis des directives en tant

que mesures pour la conservation d'énergie, stipulant que tous les bâtiments gouvernementaux devront être équipés de panneaux solaires pour les chauffes-eaux.

Les directives incluent tous les bâtiments et agences parastatales du gouvernement.

Au Zimbabwe, de nouvelles mesures politiques ont ré-introduit les bio-carburants afin de réduire les coûts et contrer la hausse des tarifs globaux du pétrole.

Selon le Ministre pour le Développement de

l'Électricité et de l'Énergie, Mike Nyambuya, la politique instruit toutes les compagnies pétrolières de mener leurs activités commerciales dans le but d'utiliser un carburant alternatif moins nocif dans les cinq prochaines années.

Un des projets dans le cadre du programme de bio-carburants est la résurrection du mélange pétrole-ethanol. Une centrale a été commandée à Triangle dans le sud-est du Zimbabwe et la production de carburant-grade ethanol a déjà commencé. □

Le commerce de carbone est crucial pour le développement durable

par Tigere Chagutah

LES PAYS DE l'Afrique Australe explorent de nouvelles méthodes pour réduire les effets du changement climatique causé par l'humanité, qui menacent de dérailler les progrès développementaux.

Un problème clé dans la lutte contre le changement climatique est de réduire les émissions de gaz de serre tout en avançant les efforts de développement.

Le Protocole de Kyoto - structure globale actuelle pour réduire les émissions de gaz de serre d'ici 2012 - fournit trois mécanismes à assise commerciale par lesquels les réductions d'émission peuvent être réalisées à moindre coût tout en faisant la promotion du développement local durable.

Les mécanismes - Mécanisme de Développement Non-toxique, Exécution et Commerce Communs des Émissions - constituent ensemble "le marché du carbone", un marché global dans lequel opère le commerce des émissions de carbone.

Le Mécanisme de Développement Non-toxique (CDM) a émergé comme la manière la plus concrète par laquelle les pays de la région peuvent accéder au marché en expansion du carbone, avec l'Afrique du Sud en tête de file pour participer au négoce d'émissions de carbone alors que d'autres pays continuent d'évaluer le marché.

Le CDM permet à un pays engagé dans la réduction ou la limitation d'émission sous l'égide du Protocole de Kyoto d'exécuter les projets de réduction d'émission dans les pays en voie de développement.

De tels projets peuvent gagner des crédits de réduction d'émission certifiés très demandés (CER), chacun équivalent à une tonne de gaz de dioxyde de carbone (CO₂) - le plus commun des gaz de serre.

Dans le cadre du CDM, les investisseurs des pays développés peuvent acheter ces crédits certifiés de carbone pour atteindre leurs buts.

En 2007, la Banque Mondiale a estimé la valeur du marché global CDM à US\$13 milliard, avec

l'Afrique comptant pour cinq pour cent du total des ventes.

En 2006, environ 475 million tonnes de CO₂ furent vendues à des tarifs allant de US\$6/tonne et US\$27/tonne.

Des exemples de projets CDM comprennent l'électrification rurale à l'aide de panneaux solaires,

l'installation de chaudières de bon rendement en énergie et des projets de génération d'énergie.

Un tel projet développé par la Ville du Cap en partenariat avec SudSudNord, intègre le bon rendement en énergie dans la conception architecturale, l'éclairage et le chauffage de l'eau par énergie

solaire dans les logements sociaux de Kuyasa, dans la commune de Khayelitsha à la Ville du Cap.

Le projet anticipe la construction de 2,300 logements à coût modéré conçus de manière à leur donner de l'eau chaude, des factures d'électricité réduites et des habitations plus confortables.

Les habitations maintiendront une température de 21 degrés Celsius tandis que la facture d'électricité sera réduite d'environ US\$100 par an pour chaque foyer.

Les avantages locaux comprennent une épargne en carburant pour les 2 300 foyers alors que la réduction totale d'émission pour chaque foyer est estimé à 2,75 tonnes de dioxyde de carbone éliminée chaque année.

Une plus grande efficacité en énergie garantira moins de consommation de carburants en intérieur, assurant ainsi une pollution réduite à l'intérieur et une santé et sécurité améliorée. □



Des émissions telles que celle-ci, à partir d'une usine de ciment en Afrique du Sud sont nocives pour l'environnement

Les Ministres africains de l'environnement présentent un atlas environnemental

par Clever Mafuta

LES MINISTRES Africains de l'environnement ont présenté l'Africa: Atlas of Our Changing Environment, (Afrique: Atlas pour notre environnement en mutation) qui montre un paysage en rapide mutation, dont le plus choquant est la disparition de glaciers sur le Mont Kilimanjaro en Tanzanie et les Montagnes de Ruwenzori dans la République Démocratique du Congo.

L'atlas, présenté officiellement durant la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (AMCEN) en juin en Afrique du Sud, met en avant des récits de changement environnemental à travers tous les pays d'Afrique.

Utilisant des images satellites d'actualités et d'archives, l'atlas fournit les évidences scientifiques de l'impact que les activités naturelles et humaines ont eu sur l'environnement au cours des récentes décennies.

"L'intention de l'ouvrage est de faciliter l'accès aux évidences visuelles et scientifiques sur les changements environnementaux dérivées des Sciences d'Observation Terrestre à un plus grand public et de sensibiliser sur notre environnement en rapide mutation," précise le directeur exécutif du Programme des Nations Unies sur l'Environnement Programme, Achim Steiner durant l'inauguration.

L'atlas offre également 36 années de changement environnemental, y compris "la poussée de villes de couleurs grise sur des paysages jadis verts, la réduction des zones protégées alors que les exploitations agricoles entament sur leurs territoires, les pistes de réseaux routiers à travers les forêts, des polluants dérivant au dessus des frontières des pays voisins, l'érosion des deltas, et la fonte des glaciers montagneux."

L'atlas du l'Afrique présente un nombre de changements en Afrique Australe. Les changements comprennent l'élargissement des corridors de déforestation en RDC suite à l'exploitation du bois, l'ouverture de nouvelles routes et l'expansion des anciennes.

Les images satellites soulignent également les signes positifs que la gestion des ressources naturelles protège contre, et renverse même la dégradation environnementale.

Selon l'atlas, la déforestation est un souci majeur pour 35 pays, y compris la RDC et le Malawi.

L'Afrique perd quatre million d'hectares de forêts par an, et cela compte pour deux fois la moyenne mondiale du taux de déforestation.

La perte de la biodiversité est rampante dans 34 pays, tandis la dégradation des terres est une grande préoccupation pour 32 pays, y compris le Malawi, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. □

Les pays de la SADC luttent contre la pêche illégale

LES HUIT nations côtières de la SADC ont convenu de mesures sévères pour stopper la pêche illégale et le débarquement et la commercialisation de telles prises dans leurs ports.

En général, la pêche illégale est supposée causer des pertes de revenue d'US\$1.1 milliard par an dans la région de la SADC.

"Nous avons signé un accord d'engagement qui nécessite l'établissement d'une équipe spéciale régionale, un contrôle régional, un centre de contrôle et de surveillance, des peines sévères pour les vaisseaux surpris avec des prises illégales et d'interdire que de tels vaisseaux entrent dans nos ports," déclara

Abraham Iyambo, ministre des pêcheries et des ressources marines de la Namibie.

"Nous avons simplement exécuté un banissement sur la trans-cargaison des prises des chalutiers à d'autres vaisseaux plus larges en mer dans les eaux de la SADC.

"Tout vaisseau transitant dans des zones sous notre

jurisdiction nationale doit signaler son entrée et sortie des zones économiques exclusives de tout État Membre de la SADC," ajouta Iyambo.

Il pris la parole lors de la conclusion de la conférence ministérielle et technique de trois jours sur la pêche illégale, non enregistrée et sauvage, qui menace les réserves de poisson et les moyens de subsistances des communautés locales.

Tous les huit pays côtiers dans la SADC - Angola, République Démocratique du Congo (RDC), Madagascar, île Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud et République de Tanzanie, étaient représentés à la conférence.

La pêche illégale prive les pays côtiers des taxes, frais portuaires et emplois qui auraient pu être créés dans le traitement des produits de pêche.

Les huit nations devront élaborer des plans d'action nationaux pour stopper la pêche illégale, une tâche déjà amorcée par la Namibie. □

Angola, Chine signent des accords financiers

L'ANGOLA et la Chine ont signé trois accords de financement complémentaire sous l'égide de l'autorisation de crédit de la China-Exim Bank.

Le premier accord concerne un accord pour le financement du projet de réhabilitation et d'expansion du réseau d'électricité estimé à environ US\$50 million pour les villes de Dundo et Saurimo.

Le second accord est estimé à US\$28.79 million avec un financement conçu pour la réhabilitation d'une centrale de traitement des eaux résiduaires à Luanda et la construction d'un centre de distribution dans le district de Cacucaco, ainsi que d'établir de nouveaux projets d'habitation.

Le troisième fournira le financement pour l'amélioration des artères routières dans les villes de Caxito, Uíge et Negage, pour une valeur d'environ US\$56 million.

Ce financement permettra également à l'Angola de lancer un projet dans le Port de Luanda évalué à US\$116 million à mettre en oeuvre sur une période de cinq ans.

Le projet augmentera la capacité de stockage de container du terminal et introduira un système avancé pour accroître la productivité et l'usage du terminal, réduisant ainsi les coûts d'opération. (*Angola Economic Bulletin*) □

Les ports Mozambicains desservent la RDC et les autres

LE MOZAMBIQUE a annoncé que le port central de Beira manie désormais les produits destinés à la République Démocratique du Congo (RDC).

Le président de la Confédération des Associations Commerciales du Mozambique (CTA), Salimo Abdula, expliqua que depuis début juillet, la RDC transporte des produits pétroliers, de ciment et autres matières premières par Beira.

"Maintenant que nous investissons dans des ports de qualité, la région comptera sur eux pour toutes leurs demandes de cargaisons. Durant ces trois derniers mois uniquement, la RDC a transporté 1,2 million de litres de produits pétroliers par le port de Beira, et nous espérons que le Botswana augmentera également son usage du port," ajouta Abdula.

Actuellement le port de Beira dessert les pays enclavés comme le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe.

Le Mozambique prévoit d'investir US\$900 million pour moderniser ses deux ports principaux dans les régions nord et centrale comme composante de sa campagne pour devenir un des meilleurs prestataires de service dans la SADC, augmentant les investissements des ports de Nacala et Beira, y compris l'amélioration des routes et des voies ferroviaires reliant les états voisins enclavés. □

Madagascar, Île Maurice, Mozambique établissent une compagnie régionale pour la sécurité alimentaire

TROIS PAYS de la SADC - Madagascar, Île Maurice et Mozambique - ont instauré une compagnie régionale alimentaire en tant que mesures pour accroître la sécurité alimentaire dans la région.

Le Ministre Mauricien de l'Agriculture, Arvin Boollell, a confirmé le développement, en stipulant que la Facilité pour Réponse à la Crise Alimentaire Globale (GFCRF), instituée par la Banque Mondiale

avec un fond de US\$1.2 milliard, sera utilisée pour ce projet.

À part les organisations gouvernementales des trois pays, des actions seront également vendues aux institutions financières internationales et locales, aux investisseurs particuliers et aux petits et moyens exploitants agricoles.

Boollell annonça que la banque Africaine de Développement a accepté d'aider l'Île Maurice dans ses initiatives trans-frontières avec le Mozambique et Madagascar. □

Anglo-American a l'intention d'investir US\$400 million dans l'exploitation du platine au Zimbabwe

ANGLO-AMERICAN, le géant minier basé à Londres annonce son intention d'investir US\$400 million dans le développement d'une mine de platine au Zimbabwe.

"Nous développons le projet de platine Unki parce que nous avons une responsabilité envers nos employés, nos fournisseurs et la communauté locale," explique le porteparole.

La compagnie emploie 188 personnes en plus de 450 fournisseurs à Unki.

En février, le géant mondial a rapporté une hausse net de 18 pour cent de profit à US\$7.3 milliard pour 2007. □



Protocole SADC sur la parité des sexes à l'ordre du jour du Sommet

par Patience Zirima

LES MINISTRES de la Justice de l'Afrique Australe se sont récemment réunis afin d'examiner le Protocole régional provisoire sur la Parité des Sexes et le Développement dans les dernières phases de consultations avant qu'il ne soit présenté aux Chefs d'État et de Gouvernement durant le Sommet du mois d'août.

Le Protocole provisoire sera discuté par la Commission Permanente des Officiels Supérieurs et le Conseil des

Ministres de la SADC qui se réuniront du 10 au 12 août et du 14 au 15 août respectivement avant qu'il soit présenté aux Chefs d'État et de Gouvernement lorsqu'ils se réuniront le 16 et 17 août en Afrique du Sud.

Bien que la version préliminaire ait été discutée par les Chefs d'États et de Gouvernement lors du Sommet de Lusaka en 2007, elle fut resoumise aux États Membres pour des consultations plus approfondies au niveau national.

Le processus de consultation cherche à garantir que le Protocole provisoire qui sera soumis au Sommet soit ferme et que les États Membres atteignent un consensus pour que le document puisse être adopté.

Une consultation avec une large sélection d'officiels provenant de ministères clés tels que pour la parité des sexes et la justice assurera une appropriation pratique du document au niveau de sa mise en oeuvre.

Lors de leur réunion précédente, les dirigeants de la SADC ont précisé qu'ils souhaitaient un protocole réaliste pouvant être mis en oeuvre et supervisé.

Une fois signé, le Protocole sur la Parité des Sexes est supposé accélérer le processus pour parvenir à l'égalité et la parité des sexes, et améliorer le statut des femmes dans la région.

La version préliminaire contient des objectifs et buts ponctuels spécifiques afin de garantir la responsabilité en abordant les inégalités dans les droits constitutionnels et juridiques; la gouvernance, l'éducation et la formation entre autres questions.

Dans la région, les femmes souffrent de discrimination en raison des lois matrimoniales et de divorce non-harmonisées, l'application des lois coutumières sur la propriété et le manque d'accès équitable à l'éducation.

La version préliminaire propose que les États Membres de la SADC s'assure que les femmes et les hommes jouissent de droits égaux et soient considérés comme égaux.

La version préliminaire aborde également les questions émergentes préoccupantes dans la région telles que le trafic des femmes et des filles et propose une législation pour interdire ce trafic dans la région d'ici 2015.

Parmi les problèmes litigieux à éliminer, identifiés par les ministres responsables de la problématique des sexes lors de leur réunion d'avril avant le sommet des ministres de la justice, étaient que le langage utilisé dans certains articles est trop mandataire et les obligations financières qu'il confère à l'état sont énormes.

Un Protocole est l'instrument juridique de la SADC le plus exécutoire et si le Protocole sur la Parité des Sexes est approuvé, il garantirait l'atteinte des objectifs sur la parité des sexes dans les délais prévus 2010-2020. □

Inclure la parité des sexes dans la Zone SADC de Libre Échange

ALORS que la SADC lance sa Zone de Libre Échange en août qui si elle doit inclure la parité des sexes, beaucoup espère que le nouveau régime commercial prendra en compte les besoins spéciaux des femmes engagées dans le commerce trans-frontière.

Selon une étude régionale par le Centre de Documentation et Recherche de l'Afrique Australe (SARDC), environ 70 pour cent des commerçants informels trans-frontières dans la SADC sont des femmes.

L'étude prouve que bien que ce commerce soit non-officiel, il présente un certain nombre d'implications positives sur les économies nationales de la région.

Bien que le Protocole Commercial SADC ait été critiqué pour avoir omis la parité des sexes, le besoin de considérer les dimensions de la parité des sexes dans le commerce est exposé dans la version préliminaire du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement, à présenter au Sommet en août 2008.

Article 17 du Protocole provisoire qui porte sur le pouvoir économique encourage les parties gouvernementales à, d'ici 2015, adopter des politiques et promulguer des lois qui garantissent l'accès, les avantages et les opportunités équitables pour les femmes et les hommes dans le commerce, en prenant en compte



Plus de 70 pour cent des commerçants trans-frontière sont de femmes

de la contribution des femmes dans les secteurs formels et informels.

L'établissement de la ZLE pourrait potentiellement aborder certains des problèmes auxquels les commerçants trans-frontières informels sont confrontés tels que les taxes douanières excessives; des processus d'enregistrement pesants pour obtenir des licences commerciales et de nombreux postes de contrôle au postes frontières qui frustreront la plupart des commerçants.

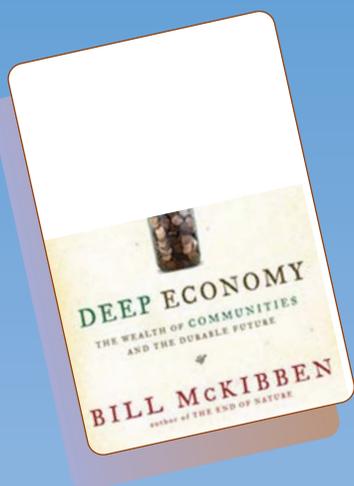
Les interviews avec les commerçants trans-frontières dans la SADC révèlent que la majorité des commerçants n'ont aucune information sur le Protocole Commercial et ne comprennent pas les implications qu'il pourrait avoir sur les activités commerciales.

Même si les commerçants informels possédaient l'information

sur les mesures du Protocole Commercial, ces mesures visant à faciliter le négoce vont probablement plutôt profiter aux compagnies établies qu'aux petits négociants.

Par exemple, le Certificat d'Origine de la SADC, qui valide si les produits sont qualifiés ou non pour entrer hors-tax dans les États Membres a peu de rapport avec les petits négociants parce que le document requiert spécifiquement qu'au cas où le producteur n'est pas l'exportateur, ce dernier doit fournir une déclaration écrite à l'exportateur demandant que les produits soient qualifiés comme originaires des États Membres.

Les petits négociants dont la majorité sont des femmes, exploitent souvent plusieurs lignes de produits en petites quantités et il ne serait donc pas possible d'obtenir un certificat d'origine pour chaque ligne de produit. □



Deep Economy: The wealth of communities and the durable future

IRRÉSISTIBLEMENT discuté à l'aide de statistiques et anecdotes mondiales, cet ouvrage affirme que l'humanité doit progresser vers une version mise à jour de science économiques à assise communautaire qui met l'emphase sur l'achat et la vente d'abord au niveau local.

Spécifiquement, l'humanité devrait changer pour manger des aliments localement produits, d'utiliser plus d'énergie produite localement, et même de nouveaux accords financiers locaux.

Un tel changement devrait réduire les émissions de carbone en réduisant l'énergie utilisée pour le transport de cargo alimentaire tout en séparant la production d'aliment et d'énergie des sources centralisées intensivement pétrolières.

Ceci devrait ouvrir la porte pour une redécouverte des joies de la vie communautaire, qui repose à la base du bonheur humain, à l'opposé d'un consumérisme sans fin et d'une approche "hyper-individualisée" de la vie qui est actuellement mondialement commercialisée comme l'építome de la civilisation.

"L'expansion se heurte à des limites physiques si profondes - telles que les changements climatiques et la consommation maximum de pétrole - que de poursuivre l'expansion économique peut sembler impossible; toute tentative dans ce sens pourrait être dangereuse.

"Mais il y a autre chose, une carte rebelle que nous commençons seulement à comprendre: de nouvelles recherches venant de plusieurs sources ont commencé à montrer que même si le développement nous rend plus heureux, plus de richesse ne nous rend pas plus heureux."

Deep Economy, par Bill McKibben, est écrit dans une voix et un style qui encouragent sa lisibilité. Le livre est un coffre à trésor d'idée sur comment l'humanité peut améliorer l'aspect négatif du système de consommation. C'est, au moins, une prescription positive sur comment vivre plus aisément sur notre petite planète. (*One Country*, jan-mars 2008)

Disponible à Times Books/Henry Holt and Company, New York, 2007 □

UNEP Livre de l'année 2008

An Overview of Our Changing Environment "Climate change is real"

LES CHANGEMENTS climatiques se produisent avec un impact important comme le confirme le Quatrième Rapport d'Évaluation du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique, et c'est le focus du Livre de l'année de l'UNEP 2008.

En trois sections, le livre de l'année guide le lecteur à travers les développements et événements sur le front environnemental ainsi que les résultats scientifiques, avec un focus particulier sur le changement climatique.

La section Un fournit un calendrier des événements importants sélectionnés, dont le plus important est la réunion de décembre à Bali qui a eu pour résultat l'adoption du Plan de Bali.

La région SADC a subi ses propres impacts avec le Mozambique sujet aux pires inondations en six ans et des chutes de neige non négligeables en Afrique du Sud depuis 1981.

Dans la Section: Focus sur les Caractéristiques, l'emphase est mis sur les

réponses au changement climatique, en ralliant les dépositaires du secteur privé. Le rôle du gouvernement est accentué, pour fixer des normes, soutenir la recherche et fournir des motivations pour la transition vers une économie produisant peu de carbone et environnementalement stable.

La dernière section examine les difficultés émergentes y compris la Climatologie de l'Arctique, le méthane provenant de la fonte du permafrost et le méthane provenant des hydrates. Les émanations de grandes quantités de méthane dans l'atmosphère pourrait causer d'abruptes changements climatiques qui pourraient se révéler irréversibles.

Anciennement intitulé GEO Year Book pour accompagner le Global Environment Outlook (GEO) publié tous les quatre ans, plus récemment en 2007, ceci est le 5ième rapport annuel produit par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et est disponible à l'UNEP à Nairobi, Kenya (2008).

Adel: unepub@unep.org

Site Web: www.unep.org □

PUBLICATIONS

Official SADC Trade, Industry and Investment Review 2007/2008

Gaborone, Botswana, Southern African Marketing Co. (Pty) Ltd. et SADC, 2007
287 pages.

Cette 12ième édition de la publication annuelle porte sur les opportunités commerciales dans la région de la SADC, et présente le profil d'entreprise de la SADC. Elle inclut les rapports des Conseils d'Administration, des projets SADC, des profils nationaux, des mises à jour commerciales et industrielles, des opportunités d'investissement, des contacts d'entreprise, et le calendrier d'exposition commerciale pour la région SADC pour 2007 et 2008.

Disponible au Secrétariat de la SADC, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana; et la Southern African Marketing Company (Pty) Ltd, Box 201112, Gaborone, Botswana

Site Web: www.sadcreview.com

Trade as an Instrument for Achieving the Millennium Development Goals in Southern Africa

Judith Kaulam et Donald P Chimanikire
Harare, Zimbabwe, Centre pour le Commerce et les Études de Développement, 2007
22 pages.

Cette publication analyse certains domaines commerciaux clés et leurs relations avec les Objectifs du Millénaire de l'ONU en Afrique Australe, en particulier l'Objectif No 8. Le commerce y est perçu comme un instrument pour la réalisation des ODMs en Afrique Australe, les difficultés au commerce en tant qu'instrument pour la réalisation des ODMs et comment le commerce pourrait aider à l'accomplissement ponctuel. Elle conclut que le commerce doit être équitable et structuré de manière à permettre aux économies fragiles de participer.

Disponible au Centre pour le Commerce et les Études de Développement, 3 Downie Avenue, Belgavia, Harare, Zimbabwe

Adel: trades@tradescentre.co.zw

Site Web: www.tradescentre.org.mw

Economic Report on Africa 2008

Africa: Progress Towards Attaining the Millennium Development Goals 2007

Tunis, Tunisie, Division Économique et Statistiques Sociales, Département des Statistiques, Banque Africaine de Développement (BAD), 2007

Les données spécifiques de pays sont présentées avec des chartes indiquant les progrès des pays africains pour atteindre les objectifs pour les Objectifs de Développement du Millénaire. Les objectifs sont pour éradiquer l'extrême pauvreté et famine, atteindre l'éducation primaire universelle dans tous les pays d'ici l'année 2015, promouvoir la parité des sexes et abilitier les femmes, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH et SIDA, le paludisme et autres maladies, assurer la durabilité environnementale, et développer un partenariat global pour le développement.

Disponible à l'Agence de Relocation Temporaire de la Banque Africaine de Développement, BP 323, 1002 Tunis Belvedere, Tunis, Tunisie

Adel: statistics@afdb.org

Site Web: www.afdb.org

Biopiracy of Biodiversity: Global Exchange as Enclosure

Andrew Mushita et Carol B. Thompson
Trenton, USA et Asmara, Eritree, Africa World Press, 2007
330 pages.

Cet ouvrage fournit une analyse révélatrice sur le vol de la biodiversité de l'Afrique et comment les africains travaillent pour y pallier au 21ième siècle. L'analyse conçoit le contexte de pillages précédents des ressources continentales, tels que le rapt de personne durant la période de l'esclavage et le pillage des minéraux, jusqu'à ce jour. Cette étude se réfère au continent africain en général et spécifiquement à l'Afrique Australe d'où sont tirés des expériences de la vie réelle. Très bien recherchée et rédigée, cette publication doit être lue par tous ceux concernés par la protection des ressources du continent.

Disponible à Africa World Press, Box 48, Asmara, Eritree; Box 1892, Trenton, NJ 08607, USA

Sire Web: www.africaworldpressbooks.com

Eritree; Box 1892, Trenton, NJ 08607, USA

Site Web: www.africaworldpressbooks.com



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui, Vol. 11 No. 1 Août 2008



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Valy, Tomas Vieira Mario,
Richard Nyamanhindi, Patience Zirima, Patricia Munemo,
Clever Mafuta, Phyllis Johnson, Shiela Chikulo

CONSEILLER A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leea Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2008

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.



SADC Today is supported by the
Southern Africa Trust



SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1 SARDC, SA Tourism; p5 SARDC, MOTRACO;
p10, 11 Galleries Photos Afrique du Sud, Galerie IRIN p13 SARDC

ORIGEM & IMPRESSÃO

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadcoday@sardc.net

ou

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél: 250 1 400831 Fax: 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui:
Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Mozambique, Air Namibie, South African Airways, Air Maurice, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2008

À confirmer
31 juillet - 1er Août
Namibie

Réunion de la SADC Technique sur l'Environnement

Les directeurs de l'environnement dans les pays de la SADC se sont réunis pour discuter des progrès de l'exécution du Programme sur l'Environnement des États Membres, Programme Éducationnel Environnemental Régional de la SADC, et du développement d'un Programme sur le Changement Climatique, ainsi que du lancement imminent du magazine *Southern Africa Environment Outlook*.

11- 12, Libye

Conférence des Experts sur le Projet de l'Histoire Africaine

Le but de la conférence sera de démontrer les relations historiques entre les diverses parties du continent, trop fréquemment subdivisées en travaux publiés à ce jour. Organisée par l'UNESCO et l'UA, la conférence réexaminera les connexions historiques de l'Afrique avec les autres continents.

10-12, Afrique du Sud

Commission Permanente des Officiels Supérieurs de la SADC

La commission consultative technique du Conseil des Ministres s'est réunie avant le Conseil et est présidée par la Zambie, en qualité de présidente de la SADC.

14-15, Afrique du Sud

Conseil des Ministres de la SADC

Le Conseil est composé des ministres des affaires étrangères, de la coopération internationale, du développement économique ou de la planification de chaque États Membres. Le Conseil précède le Sommet et prépare les recommandations politiques pour adoption par les dirigeants de la SADC.

16-17, Afrique du Sud

Sommet de la SADC

Le Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement est l'ultime institution ayant pouvoir de décision de la SADC. Le Sommet du Mid Rand assistera à la remise officielle de la présidence par rotation de la SADC du Président Levy Mwanawasa de la Zambie au Président Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud.

18-21, Turquie

Sommet Afrique-Turquie

Le sommet offre aux participants de l'Afrique et de la Turquie l'opportunité d'échanger des opinions et de considérer des domaines de coopération. Les discussions porteront sur la proposition du Forum de Coopération Afrique - Turquie.

28-30, Ethiopie

6ième Conférence sur la Médecine Traditionnelle Africaine

La conférence espère souligner l'importance de la médecine traditionnelle en Afrique dans la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies sociales, mentales et physiques avant l'arrivée de la médecine conventionnelle. La conférence sera organisée conjointement par l'Union Africaine et l'UNESCO.

Septembre
5, Angola

Élections Parlementaires

Les élections législative auront lieu pour la première fois depuis la fin officielle de 27 années de guerre civile en 2002. Les dernières élections ont eu lieu en 1992. Les élections ont été repoussées à plus d'un an pour permettre l'achèvement de la compilation du registre électoral.

11 - 12, Afrique du Sud

Conférence sur l'Infrastructure des Transports

La conférence prévoit de renforcer la compréhension des effets de la globalisation sur l'infrastructure des transports en Afrique. Organisée par la Fédération Africaine de Transport, la conférence espère également reconnaître la nécessité de construire un réseau stratégique de freight composé d'artères routières et de nodes.

À confirmer

Élections Parlementaire au Swaziland

Les élections parlementaires auront lieu après juillet, lorsque le registre électoral sera complété. Les ressortissants nationaux de la Diaspora pourront voter pour la première fois grâce aux scrutins postaux.

42 années

1966-2008

Namibie, sa lutte pour l'indépendance

CÉLÉBRÉE ANNUELLEMENT le 26 août, LA JOURNÉE DES HÉROËES également appelée Journée de la Namibie commémore plusieurs événements de l'histoire namibienne. Officiellement, la journée honore ces namibiens morts pour l'indépendance durant la lutte pour la libération qui a commencé le 26 août 1966.

Les célébrations nationales ont lieu annuellement dans des lieux tels que la ville de Eenhana dans la région de Ohangwena sur la frontière angolaise, où la population se rassemble pour regarder les dirigeants tels que le président en exercice, Hifikepunye Pohamba et le président fondateur, Sam Nujoma, commémorer officiellement, les vétérans de l'armée de Libération du Peuple de la Namibie (PLAN), branche militaire de la SWAPO durant la guerre.

La guerre de la libération a mis fin à l'occupation illégale de la Namibie par le régime apartheid de l'Afrique du Sud.

La SWAPO sous la direction de Nujoma et de feu Peter Nanyemba, commandant militaire du PLAN, fit une guerre prolongée pour l'indépendance qui se termina par le cessez le feu et les élections démocratique de 1989, et l'indépendance le 21 mars 1990.

Chaque année, des milliers de personnes de l'ethnie Herero convergent également vers la ville d'Okahandja le 26 août pour honorer le chef Herero Samuel Maharero, son retour post-mortem et sa ré-inhumation dans la ville en 1923. Ils marchent en formations militaires et portent l'habit traditionnel pour l'occasion.

Cela est considéré comme "un geste de défi et un symbole de regain de dignité" pour les personnes d'origine Herero après le génocide Herero et Namaqua à la fin du 20^{ème} siècle durant la période coloniale allemande.

La contribution essentielle des héros de la libération qui ont payé de leur vie fut présentée dans une autobiographie de Sam Nujoma, *Where Others Wavered* (Là où d'autres ont hésité), dans laquelle il dit que "le sang de tous les fils et filles de la Namibie a arrosé l'arbre de notre liberté et ils seront toujours commémorés par les générations présentes et futures de la République de la Namibie."

Le monument à Omugulu-gOmbashe dédié aux victimes et survivants de la première bataille de la libération a engravé: "26 août 1966. La torche de la lutte armée fut allumée et la voie de la liberté fut illuminée. L'Indépendance était leur vision."

La SWAPO a combattu sur plusieurs fronts, en mobilisant la population du pays ainsi que la communauté internationale pour soutenir sa cause d'indépendance nationale, et grâce à la formation militaire de ses cadres, de les éduquer pour construire la nation.

Un facteur clé dans la lutte pour la libération en Namibie, ainsi qu'ailleurs dans la région, fut le soutien des pays voisins. La SWAPO avait ses quartiers et ses bases de soutien en Tanzanie, puis en Zambie, et Angola. La solidarité d'autres nations de l'Afrique Australe a fortement contribué au succès de la lutte pour l'indépendance en Namibie.



Sam Nujoma, Président de la SWAPO (centre) avec le représentant de la SWAPO aux Nations Unies à New York, Theo-Ben Gurirab (droite), aujourd'hui Président de l'Assemblée Nationale, et Sean MacBride, Commissaire de l'ONU pour la Namibie, en discussion à l'extérieur de la Salle du conseil de Sécurité de l'ONU à New York, le 28 Septembre 1978. (Photo crédit: Photo ONU)

Les premiers pays africains qui répondirent à l'appel de Kabila furent les membres de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC). Les gouvernements de l'Angola, Namibie, et Zimbabwe envoyèrent des troupes pour soutenir le gouvernement de Kabila après une réunion tenue au Zimbabwe le 19 août.

Cette intervention sauva le gouvernement et repoussa les lignes de front rebelles loin de la capitale. Beaucoup d'autres nations se joignent au conflit en faveur de Kabila, notamment le Tchad, la Libye et le Soudan. Dès septembre 1999, les rebelles avaient convenus d'un accord de cessez le feu et en février 2000, le Conseil de Sécurité de l'ONU autorisa une force de 5 500 membres pour superviser le cessez-le-feu, mais les affrontements continuèrent.

RDC: Une décennie après la Grande Guerre

LA DEUXIÈME guerre du Congo, également baptisée la Grande Guerre de l'Afrique, a éclaté il y a 10 ans en août 1998 dans la République Démocratique du Congo (RDC).

Plus grande guerre de l'histoire moderne africaine, elle implique directement huit nations africaines ainsi que 25 groupes armés.

La Première Guerre du Congo (novembre 1996 à mai 1997) se termina lorsque les forces rebelles supportés par l'Ouganda et le Rwanda renversèrent Président Mobutu Sese Seko en mai 1997, dans le pays qu'il appelait Zaïre. Le leader insurgé, Laurent Kabila fut assermenté en tant que président.

La guerre a établi la fondation pour, et a été rapidement suivie de, la Deuxième Guerre du Congo, qui a commencé le 2 août 1998.

Kabila s'était brouillé avec ses anciens alliés qui l'avaient accusé de ne pas honorer son accord pour garantir la paix et sécurité à leurs frontières. Un groupe rebel soutenu par le Rwanda et l'Ouganda émergea et domina rapidement les riches provinces orientales.

En moins de deux semaines, le 13 août, les rebelles avaient envahi le pays et saisi la centrale hydroélectrique d'Inga qui approvisionne Kinshasa en électricité ainsi que le port de Matadi par lequel transite une grande partie du cargo alimentaire de Kinshasa.

Le centre diamantaire de Kisangani tomba aux mains des rebelles le 23 août et les forces avançant de l'est commencèrent à menacer Kinshasa en fin août.

Un Kabila assiégé rechercha l'assistance des états voisins. L'offensive rebelle fut abruptement renversée lorsque les efforts diplomatiques de Kabila produisirent des résultats.

Jours fériés dans la SADC pour la période Août - Septembre 2008

1 Août	Journée des Parents	RDC
4 Août	Journée des Fermiers	Zambie
8 Août	Journée des Fermiers	Zambie
9 Août	Journée Nationale de Femmes	Afrique du Sud
11 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
12 Août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 Août	Jour de l'Ascension	Madagascar, Île Maurice
26 Août	Journée des Héros	Namibie
1 Septembre	Journée de la Danse Umhlanga/Reed	Swaziland
4 Septembre	Ganesh Chaturti	Île Maurice
5 Septembre	Élections Législatives	Angola
6 Septembre	Journée Somhlolo (Journée de l'Indépendance)	Swaziland
7 Septembre	Journée de la Victoire	Mozambique
17 Septembre	Journée du Fondateur de la Nation et des Héros Nationaux	Angola
24 Septembre	Journée du Patrimoine	Afrique du Sud
25 Septembre	Journée des Forces Armées	Mozambique
30 Septembre	Journée du Botswana	Botswana
1 Octobre	Jour Férié	Botswana
3 Octobre	Eid ul Fitr*	Île Maurice, Tanzanie
4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 Octobre	Journée de la Réconciliation/ Journée de la Paix	Mozambique
13 Octobre	Fête des Mères	Malawi
14 Octobre	Journée Mwalimu Nyerere Day et Climax du "Parcours de la Torche Uhuru"	Tanzanie
21 Octobre	Divali	Île Maurice
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie

* tributaire de la visibilité lunaire